



# Information

Notices conjoncturelles du service économique

16 juillet 2010

## Évolution internationale

Vers le milieu de l'année, la conjoncture globale avait bien meilleure mine qu'il y a encore 12 mois. Avec des taux de croissance trimestriels redevenus majoritairement positifs, les perspectives de croissance s'annoncent meilleures pour l'année en cours, avec des valeurs prévisionnelles plus élevées aux États-Unis et dans les pays émergents qu'en Europe. Selon un calcul du Fond monétaire international (FMI) sur la base des chiffres du 1<sup>er</sup> trimestre 2010, extrapolés à un an, la croissance globale 2010 se monte à 5 %. À cet égard, avec +8 %, les pays émergents ont une longueur d'avance sur les pays industrialisés (+3 %). Dans la zone euro, la croissance était comme prévu timide en comparaison annuelle, à +0,6 %, notamment en raison du fort endettement de plusieurs pays euro. Sur les 27 pays que compte actuellement de l'UE, 12 présentaient en 2009 un taux d'endettement (dette publique par rapport au PIB) supérieur ou égal à 60 %, avec l'Italie (116 %) et la Grèce (115 %) en tête. Au mois de mai dernier, les États membres et le FMI ont adopté en toute hâte un plan d'aide de 110 milliards d'euros pour la Grèce, contre l'engagement de cette dernière d'assainir ses finances publiques. Cette situation critique a éclaboussé la monnaie unique, qui a subi une perte de confiance notable, perdant rapidement jusqu'à 20 % de sa valeur par rapport au dollar étasunien ou au franc suisse. La bonne nouvelle à cette évolution est que désormais, la compétitivité des pays de l'euro est accrue sur le marché international, du moins en termes de prix, ce qui devrait être bénéfique pour la conjoncture. Les indicateurs avancés publiés par l'OCDE à la mi-2010 se rapportant à l'évolution des 6 prochains mois annoncent une tendance baissière pour la zone euro, alors que la situation conjoncturelle des États-Unis et du Japon devrait s'améliorer. Quant à la Chine, qui présente toujours une forte croissance mais dont le marché de l'immobilier fonctionne en surrégime, la dynamique économique devrait se ralentir. Si la Chine a accepté, en juin dernier, d'assouplir sa politique monétaire et donc de flexibiliser le cours du Yuan par rapport au dollar – autrement dit de laisser sa monnaie s'apprécier –, ses taux de croissance devraient continuer à crever le plafond.

À 2 %, le taux d'inflation moyen des pays de l'OCDE au cours des cinq premiers mois de l'année était nettement supérieur à la valeur équivalente de 2009 (0,6 %). Cette évolution est principalement due aux effets de base de la spectaculaire montée des prix du pétrole l'année passée. Abstraction faite des produits alimentaires et des prix de l'énergie, l'inflation de base affiche un repli de 1,8 % à 1,4 %. Malgré les politiques monétaires axées sur l'approvisionnement des marchés en liquidités menées par plusieurs banques centrales, et compte tenu de la stagnation (voire du repli) des prix des matières premières et d'une sous-utilisation des capacités, aucune menace supplémentaire ne pèse actuellement sur la santé de la conjoncture mondiale.

## Évolution Suisse (et canton de Berne)

Selon le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), le PIB suisse a connu une troisième croissance trimestrielle consécutive au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, de 0,4 %, une valeur certes inférieure en comparaison annuelle (+0,9 %), mais toujours positive. S'agissant de la consommation privée, la croissance trimestrielle a légèrement grimpé (de 0,4 à 0,5 %) si l'on en croit les chiffres avancés, tandis que la progression des dépenses d'État s'est repliée de +1,7 % à -1,4 %. Au contraire des deux trimestres

précédents, les investissements d'équipement et de construction (-0,8 %) n'ont pas contribué à la croissance trimestrielle. En revanche, à 5,6 %, les exportations de marchandises ont fortement soutenu la croissance, tandis que les exportations de services bondissaient de 2,9 %. Dans l'ensemble, la demande globale s'est accrue de 1,0 % (0,7 % au trimestre précédent). Quant aux importations de marchandises, elles se sont élevées de 3,1 % (0,2 %), alors que celles de services sont restées stables à 0,1 %. En comparaison avec le trimestre correspondant 2009, une progression de 2,2 % est réalisée.

Selon les indicateurs avancés actuels, la dynamique de croissance suisse devrait encore perdurer. Le baromètre conjoncturel publié par le Centre de recherches conjoncturelles (CRC) de l'EPFZ affichait à la mi-2010 des taux de croissance demeurant élevés pour l'économie globale de base (sans le secteur de la construction et du crédit), tandis que le secteur de la construction progressait timidement et le secteur des crédits se maintenait dans les valeurs positives. L'indice des directeurs d'achat s'est sommairement affaibli au mois de juin, à 66 points, demeurant nettement au dessus de la limite de neutralité conjoncturelle (50 points). Pour l'année en cours, le SECO et le CRC prévoient tous deux une croissance réelle de 1,8 % et de 1,6 % pour 2010 et 2011 respectivement.

Après que le taux de chômage avait atteint, en janvier 2010, son niveau maximal durant le cycle économique actuel, la situation s'est désamorcée au cours de l'année. Le nombre personnes au chômage total ou partiel en Suisse s'est replié de 31 300, à 144 500 (état en juin), ce qui correspond à une baisse du taux de 4,5 à 3,7 %. Concernant l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail, la situation s'est également apaisée. En augmentation jusqu'en octobre 2009 (3600 entreprises et 54 000 travailleurs à temps réduit), les chiffres se sont tassés à 2300 sociétés et 24 800 employés jusqu'en avril 2010. Depuis le début de l'année, le nombre de postes à pourvoir a gonflé de 63 %, s'établissant à 17 600 (+6800). Pour 2010 le SECO et le CRC prévoient à nouveau un taux de chômage moyen, de l'ordre de 4 %. A la mi-2010, le canton de Berne comptait environ 13 500 demandeurs d'emploi de moins qu'en janvier (-21 %). Le taux de chômage baissait de 3,3 à 2,6 %, une valeur inférieure à la moyenne suisse. Les différents arrondissements administratifs avaient été plus ou moins durement touchés par le chômage. Les valeurs les plus basses ont été enregistrées à Frutigen dans le Niedersimmental (1,5 %), dans l'Obersimmental-Saanen (1,7 %) et dans le Seeland (1,8 %), les plus élevées à Bienne (4,7 %) et dans le Jura bernois (4,6 %). Au mois de juin 2010, seuls 159 demandes d'indemnités pour réduction de l'horaire de travail ont été déposés à l'échelle du canton (concernant 2815 employés) ; la majorité d'entre elles provenaient du secteur de l'industrie. Le nombre de postes à pourvoir a bondi de 240 à 1420 depuis le début de l'année.

Selon les sondages du CRC, le rétablissement industriel s'est poursuivi tant au niveau cantonal que national. L'indicateur de la marche des affaires a atteint en milieu d'année un niveau supérieur à la moyenne de +10 points d'indice. Dans le canton de Berne, quasiment tous les secteurs de l'industrie faisaient état d'un recouvrement sensible. Unique exception : le secteur alimentation, boissons et tabac, dont les affaires sont davantage soumises aux fluctuations saisonnières que conjoncturelles. Dans l'ensemble, le secteur industriel devrait continuer sa remontée également au cours du 2<sup>e</sup> semestre, ce que semblent confirmer les indicateurs en matière de nouvelles commandes et de plans de production.

Dans son analyse de la situation au mois de juin dernier, l'organisation faîtière du secteur de la construction suisse « constructionsuisse » a fait état, d'un affaiblissement dans la branche, dont le niveau actuel est élevé. Au 1<sup>er</sup> trimestre, tandis que la construction immobilière se maintenait, le génie civil se rétractait légèrement et la construction industrielle plongeait. Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), les 8420 immeubles construits au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 correspondent à une hausse de 9 % en comparaison annuelle. En outre, le nombre d'immeubles en cours de construction est en progression de 10 %, et celui de permis de construire accordés de 5 % à 13 060. Dans le canton de Berne (communes de plus de 5000 habitants), le nombre de nouvelles constructions immobilières a

perdu 78 unités, à 417, soit près de 40 unités de mois que la moyenne à 10 ans. C'est à Berne (175) et à Thounne (86) que le nombre de logements construits est le plus important. Le nombre de permis de construire s'est notablement réduit à l'échelle cantonale, de près de 150 unités, s'établissant à 192 (105 pour la seule ville de Berne).

Selon la société Suisse des entrepreneurs, les nouvelles commandes se sont stabilisées au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 dans le secteur principal de la construction bernois, à 472 millions de francs. Le bâtiment accuse un repli de 40 millions à 232 millions de francs, tandis que le génie civil enregistre une poussée de 40 millions à 240 millions de francs. À 1177 millions de francs à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2010, les réserves de travail sont de 5 % supérieures aux valeurs de 2009 (bâtiment : + 73 millions à 556 millions de francs, soit 47 % contre 43 % en 2009 ; génie civil : -17 millions à 621 millions de francs, soit 53 % contre 57 % en 2009).

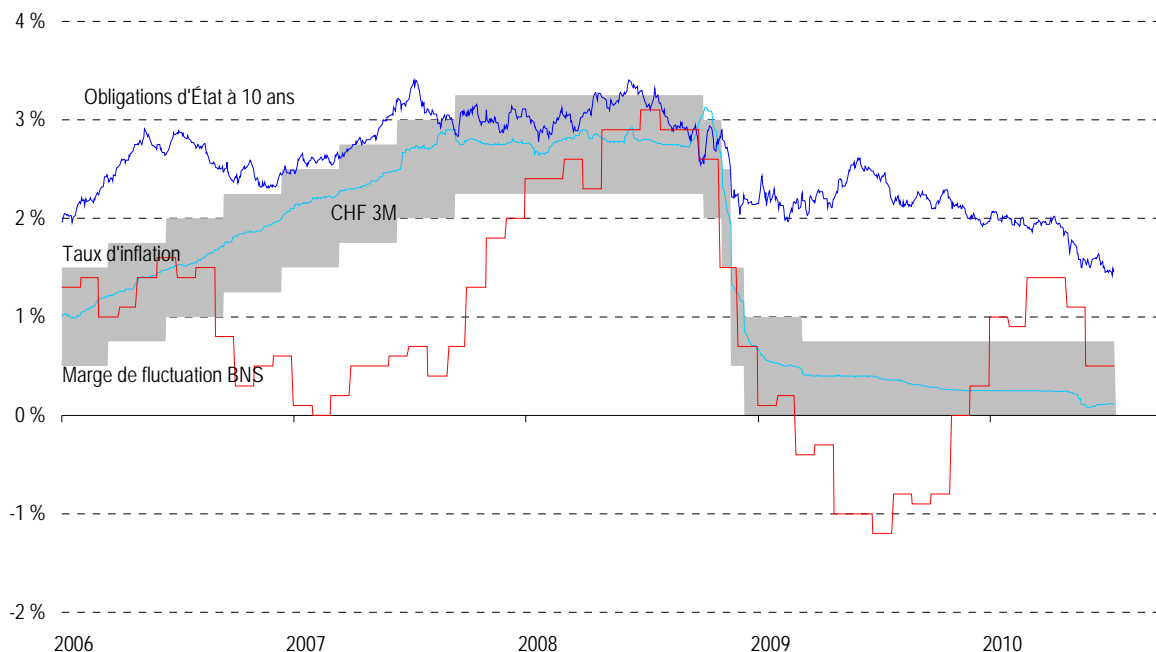
La faiblesse actuelle des taux d'intérêts conjuguée à la demande grandissante de logements faisaient craindre une surchauffe, voire la création d'une bulle spéculative sur le marché de l'immobilier. Dans le canton de Berne, les prix dans les différents segments, aussi bien dans l'habitation que dans les locaux commerciaux, ont connu une évolution différenciée. Selon l'indice de l'offre établi par West & Partner (Zurich) et publié dans le monitoring immobilier, la montée des prix des logements de location bernois s'est affaiblie de 3,5 % à 1,5 % durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 par rapport à l'an passé. Par contre, pour les logements en propriété et les maisons individuelles, une hausse de respectivement 0,9 % à 3,2 % et de 3,5 % à 4,5 % est à noter. Concernant les locaux commerciaux, les prix ont légèrement baissé, de -0,4 % (2009 : 12,2 %). Après un tassement de 3,2 % en 2009, les surfaces de bureau présentent un nouveau recul, de 1,8 % cette fois. S'agissant des surfaces de vente, la progression des prix a pu être endiguée (1,4 % ; 2009 : +13,9 %). Dans l'ensemble, le marché de l'immobilier doit être constamment sous observation, comme le préconise la Banque nationale suisse (BNS), notamment de la part des instituts de financement ; en outre, il doit bénéficier de directives claires en matière de risques pour ce qui est des futurs relèvements d'intérêts, des limites de crédits et de la charge supportable.

Recul de la croissance, hausse des dettes publiques, progression du chômage et affermissement du franc suisse sont autant de facteurs ayant contribué à un repli de la demande étrangère dans le secteur du tourisme. Au cours des 5 premiers mois de l'année, le nombre de nuitées en Suisse s'est malgré tout élevé de 1,3 % (2009 : -8 %). La croissance en termes de nuitées a été plus marquée pour les hôtes nationaux (+2,6 % à 6,21 millions) que pour les hôtes étrangers (+0,3 % à 8,04 millions) avec, conformément aux attentes, une baisse pour les hôtes de la zone euro et une hausse relativement sensible pour ceux de Chine et d'Inde (néanmoins à bas niveau) ainsi que des États-Unis. Dans le canton de Berne, le nombre de nuitées de janvier à mai a baissé de 2,6 % à 1,88 millions (Oberland bernois de 1,3 % à 1,46 millions). Après les Grisons et le Valais, le canton de Berne occupe donc le 3<sup>e</sup> rang national.

L'indice des prix à la consommation par pays publié par l'OFS a atteint les 104,2 points au mois de juin dernier (référence décembre 2005 : 100 points), ce qui correspond à un renchérissement de 0,5 % par rapport à 2009. Après un tassement du taux de l'inflation jusqu'à 1,2 % (juillet 2009), l'année passée, résultant principalement de la chute des prix du brut, une légère hausse des prix était perceptible depuis. Celle-ci a atteint son maximum en mars/avril 2010 (1,4 %). Le renchérissement de 0,5 % annoncé en juin 2010 concerne tant les marchandises nationales que les biens importés. L'inflation de base 1 (total sans alimentation, boissons, tabac, produits saisonniers, énergie et carburants) s'est affaibli à 0,2 % (2009 : 0,8 %). Les prix du commerce de gros ont connu une évolution similaire, bien que plus prononcée. L'indice des prix aux producteurs et à l'importation est passé de juillet 2009 de -6,1 % à 1,4 %. A la mi-2010, le renchérissement était de 0,9 %, avec une montée de plus marquée pour l'indice à l'importation (2,3 %) que pour l'indice aux producteurs (0,3 %). Selon le modèle inflationniste de la BNS, aucune tendance à la surchauffe n'est perceptible pour l'avenir.

La BNS table sur un renchérissement de 0,9 % pour 2010 et 1,0 % pour 2011 ; dès 2012, l'inflation pourrait redépasser la barre des 2 %.

### Évolution des intérêts et des prix à la consommation (taux d'inflation) depuis 2006



Malgré un bas niveau de départ, le prix de l'argent s'est encore rétracté au 1<sup>er</sup> semestre 2010. Tandis que les intérêts à court terme flirtent avec les 0 %, les intérêts > 1 an ont perdu jusqu'à 55 pnb. À la mi-2010, le taux du franc suisse à 3 mois était à 0,11 %, soit dans la zone inférieure de la fourchette de 0 % – 0,75 %, objectif de la BNS depuis mars 2009. À l'autre extrémité, les obligations d'État à 10 ans sont tombées à un plancher historique fin juin, à 1,51 %. La marge d'intérêts, différence entre les taux à long et à court terme, s'est réduite de 30 pnb, à 140 pnb. Le "bonus d'intérêts", différence entre l'indice à 10 ans de l'Allemagne et de la Suisse, a perdu 45 pnb, à 1,10 %).

Le problème grandissant des dettes publiques de différents pays membres de l'euro se sont rapidement répercutés sur le cours de la monnaie unique, et ce malgré une aide financière de 750 milliards d'euros rapidement décidée. Depuis le début de l'année, le cours EUR/CHF est passé de 1.49 à 1.32 (fin juin), soit 11 %. Par rapport à l'USD, l'affaiblissement s'élève même à 15 %. Dans un premier temps, la BNS est intervenue sur le marché des devises afin d'endiguer la tendance baissière de l'euro ou haussière du franc suisse. À fin mai, ses réserves en devises étaient de ce fait gonflées à 230 milliards de francs. La pression du marché persistant, l'euro a continué à se rétracter. C'est seulement au milieu de l'année que la situation s'est stabilisée (aux alentours de 1,33), ce qui a permis à la BNS d'envisager un délestage modeste de devises. Le dilemme politique d'intérêts / politique monétaire auquel est confronté la BNS reste cependant d'actualité. Étant donné les évolutions des marchés financiers internationaux et les risques conjoncturels toujours présents, en particulier dans la zone euro, les taux du marché monétaire et des capitaux en Suisse devraient pour l'instant demeurer à un faible niveau.

\*\*\*